

La réussite passe par un personnel qualifié et motivé ainsi que par un taux de change équilibré

L'industrie suisse était en forte croissance avant la crise financière. Le scepticisme des années nonante s'était tu. On voyait que l'industrie suisse était compétitive si le franc était évalué à un juste niveau et que la conjoncture était favorable à l'étranger. L'industrie contribue pour quelque 20% au produit intérieur brut du pays. Ce chiffre sous-estime, toutefois, son importance macroéconomique: dans un petit pays comme la Suisse, les salaires et les emplois de l'économie intérieure dépendent considérablement de la santé des exportations.

Un taux de change équilibré

La conjoncture industrielle a été peu sensible aux soubresauts vécus par la finance dans le passé. Durant certaines phases, leurs trajectoires étaient même contraires, ce qui avait un effet stabilisant. Ces dernières années, la récession a, toutefois, été de plus en plus souvent le lot des deux secteurs en même temps. La valeur ajoutée des deux branches a reculé presque simultanément lors de la crise de 2008–09, un cas extrême. Le recours intensif au chômage partiel a permis de conserver de nombreuses places de travail durant la période la plus difficile. L'allongement – en deux fois – de la durée maximale du chômage partiel a été d'un apport essentiel en ce domaine. L'incertitude économique fait qu'il ne faut pas revenir en arrière.

La forte surévaluation du franc a été synonyme de sérieuses difficultés pour une partie de l'industrie suisse. Une comparaison internationale entre les prix et les coûts a montré qu'un euro à 1,40–1,50 franc était un cours équilibré. La Banque nationale suisse (BNS) a beau avoir imposé un taux plancher, le franc est toujours surévalué. Cela aura des répercussions à long terme. L'innovation dépend des affaires faites par les entreprises. Ces dernières investiront davantage dans la recherche et le développement si la situation est bonne; dans le cas contraire, leur activité reculera en ce domaine, l'argent se faisant plus rare. Les sociétés préfèrent, dès lors, rationaliser; une surévaluation du franc restreindra donc les investissements dont les nouveaux produits ont besoin, ce qui détériorera la compétitivité de demain. D'après l'enquête menée par le KOF auprès de l'industrie, un nombre croissant d'entreprises ont des problèmes de financement. La BNS doit veiller avec la Confédération à ce que le franc retrouve le plus vite possible un cours équilibré.

De bons salaires et des emplois sûrs

L'industrie suisse vit en grande partie de la haute qualité de ses produits, qui lui confère une forte position sur le marché. Il est, dès lors, essentiel que son personnel soit à la fois qualifié et motivé. Une partie de cette indus-

trie manque de main-d'œuvre. Au plan économique, ce phénomène indique que le prix payé n'est pas en adéquation. Les entreprises industrielles doivent donc vérifier si les salaires et les conditions de travail sont assez attrayants. Il faut faire attention à ce que les cursus de formation satisfassent aux besoins des employés et que ces derniers puissent suivre une formation d'abord initiale puis continue.

L'augmentation des moyens mis à disposition de la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) à la fin de 2011 va dans le bon sens; il s'agit de soutenir les entreprises dans leurs activités innovatrices. Elle permettra aussi aux chercheurs universitaires de développer l'application pratique. La coopération entre l'industrie et la recherche constitue la politique la plus prometteuse en termes de réussite. La Suisse peut faire encore plus en ce domaine. Les mutations écologiques mondiales (énergie, transports, etc.) ouvrent de nouveaux champs aux entreprises suisses. La Confédération doit s'investir dans les transferts de connaissances nécessaires pour que leurs chances restent entières.

Ces derniers temps, l'industrie a souvent fait l'objet de sous-enchère salariale. Le rapport sur les mesures d'accompagnement, présenté par le Seco au printemps 2012, a montré que ce fut le cas dans 18% des entreprises contrôlées. Ce résultat est particulièrement alarmant, alors qu'il n'existe guère de salaire minimum dans l'industrie qui pourrait servir de garde-fou. On peut craindre que la situation ne se détériore de nouveau cette année. Les employeurs pourraient, en effet, tenter de contourner la surévaluation du franc en engageant des travailleurs étrangers meilleur marché. La loi prévoit l'introduction d'un salaire minimum lors de sous-enchère répétée. Si c'était bien le cas, il faudrait en tirer les conséquences. Les membres de comités du personnel devraient, en outre, être mieux protégés contre les licenciements: cela renforcerait le partenariat social.



Daniel Lampart
Premier secrétaire
et économiste en chef
de l'Union syndicale
Suisse USS